

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

20 FÉVRIER 1997

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 15 juillet 1985
relative à l'utilisation de substances
à effet hormonal, à effet antihormonal,
à effet bêta-adrénergique ou à effet
stimulateur de production chez les animaux**

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'article 3 de la loi du 15 juillet 1985
relative à l'utilisation de substances
à effet hormonal, à effet antihormonal,
à effet bêta-adrénergique ou à effet
stimulateur de production chez les animaux**

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 15 juillet 1985
relative à l'utilisation de substances
à effet hormonal, à effet antihormonal,
à effet bêta-adrénergique ou à effet
stimulateur de production chez les animaux**

PROPOSITION DE LOI

**insérant la tentative punissable et
l'interdiction de certains droits civils
et politiques dans la loi du 15 juillet 1985
relative à l'utilisation de substances à effet
hormonal, à effet antihormonal, à effet
bêta-adrénergique ou à effet stimulateur
de production chez les animaux**

RAPPORT

FAIT AU NOM DES COMMISSIONS REUNIES
DE L'ECONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES INSTITUTIONS
SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE ET DE LA SANTE PUBLIQUE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIETE (1)

PAR
M. Robert DE RICHTER

(1) Composition des commissions : voir p. 2.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

20 FEBRUARI 1997

WETSONTWERP

**tot wijziging van de wet van 15 juli 1985
betreffende het gebruik bij dieren
van stoffen met hormonale,
antihormonale, beta-adrenergische
en groeibevorderende werking**

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van artikel 3 van de wet van
15 juli 1985 betreffende het gebruik bij
dieren van stoffen met hormonale,
antihormonale, beta-adrenergische
en groeibevorderende werking**

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 15 juli 1985
betreffende het gebruik bij
dieren van stoffen met hormonale,
antihormonale, beta-adrenergische
en groeibevorderende werking**

WETSVOORSTEL

**tot invoering van de strafbare poging
en de ontzetting uit bepaalde burgerlijke en
politieke rechten in de wet van 15 juli 1985
betreffende het gebruik bij
dieren van stoffen met hormonale,
antihormonale, beta-adrenergische
en groeibevorderende werking**

VERSLAG

NAMENS DE VERENIGDE COMMISSIES VOOR
HET BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS,
DE NATIONALE, WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND
EN DE LANDBOUW EN VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET LEEFMILIEU EN
DE MAATSCHAPPELIJKE HERNIEUWING (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER Robert DE RICHTER

(1) Samenstelling van de commissies : zie blz. 2.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Vos commissions ont examiné ce projet de loi, ainsi que les propositions de loi jointes, le 18 février 1997.

Votre rapporteur fait observer d'emblée qu'il y a lieu de remplacer, dans l'intitulé néerlandais de la loi du 15 juillet 1985, le mot « groeibevorderende » par le mot « produktiestimulerende ».

Voir :

- 779 - 96 / 97 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendements.

- 309 - 95 / 96 :

- N° 1 : Proposition de loi de MM. Lozie et Deleuze.
- N° 2 : Rapport.

- 324 - 95 / 96 :

- N° 1 : Proposition de loi de M. Brouns.
- N° 2 : Rapport.

- 448 - 95 / 96 :

- N° 1 : Proposition de loi de M. Verherstraeten.
- N° 2 : Rapport.

Voir également :

- 779 - 96 / 97 :

- N° 4 : Texte adopté par la commission.

(1) Composition de la commission :

Président : M. Ansoms.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. M. Ansoms, Mme Creyf, MM. Moors, Willems.	MM. Cauwenberghs, De Crem, Mme Gardeyn-Debever, MM. Pieters (D.), Vermeulen.
P.S. MM. Demotte, Larcier, Toussaint.	Mme Burgeon, MM. Delizée, Dighneef, Mook.
V.L.D. MM. De Grauwe, Lano, van den Abeelen.	MM. Desimpel, Smets, Van Aperen, Van Belle.
S.P. MM. De Richter, Verstraeten.	MM. Bartholomeeussen, Cuyt, Schoeters.
P.R.L.- MM. Clerfayt, Hotermans.	MM. Denis, Seghin, Wauthier.
F.D.F.	
P.S.C. M. Mairesse.	MM. Arens, Fournaux.
VI. M. Van den Broeck.	MM. Geraerts, Lowie.
Blok	
Agalev/M. Deleuze.	MM. Tavernier, Wauters.
Ecolo	
C. — Membre sans voix délibérative :	
V.U. M. Van Hoorebeke.	

(1) Composition de la commission :

Président : Mme Vanlerberghe.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. M. Brouns, Mme Gardeyn-Debever, M. Van Erps, Mme van Kessel.	Mme Creyf, M. Goutry, Mme Hermans, MM. Vandeurzen, Vermeulen.
P.S. MM. Biefnot, Dallons, Minne.	MM. Delizée, Larcier, Mook, Moriau.
V.L.D. MM. Anthuenis, Valkeniers, Van Aperen.	MM. Chevalier, Daems, Taelman, van den Abeelen.
S.P. Mmes Dejonghe, Vanlerberghe.	MM. Bonte, Cuyt, Janssens (R.).
P.R.L.- MM. Denis, Seghin.	MM. Bacquellaine, D'hondt (D.), Vandenhaute.
F.D.F.	
P.S.C. M. Lespagnard.	M. Beaufays, Mme Cahay-André.
VI. M. Van den Eynde.	M. Buisseret, Mme Colen.
Blok	
Agalev/M. Detienne.	MM. Deleuze, Lozie.
Ecolo	
C. — Membre sans voix délibérative :	
V.U. Mme Van de Castele.	

DAMES EN HEREN,

Uw commissies hebben dit wetsontwerp, alsook de toegevoegde wetsvoorstellen, besproken op 18 februari 1997.

Uw rapporteur merkt voorafgaandelijk op dat in de Nederlandse titel, om reden van correcte verwijzing naar de wet van 15 juli 1985, het woord « groeibevorderende » dient te worden vervangen door « produktiestimulerende ».

Zie :

- 779 - 96 / 97 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 : Amendementen.

- 309 - 95 / 96 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heren Lozie en Deleuze.
- N° 2 : Verslag.

- 324 - 95 / 96 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Brouns.
- N° 2 : Verslag.

- 448 - 95 / 96 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Verherstraeten.
- N° 2 : Verslag.

Zie ook :

- 779 - 96 / 97 :

- N° 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Ansoms.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. H. Ansoms, Mevr. Creyf, HH. Moors, Willems.	HH. Cauwenberghs, De Crem, Mevr. Gardeyn-Debever, HH. Pieters (D.), Vermeulen.
P.S. HH. Demotte, Larcier, Toussaint.	Mevr. Burgeon, HH. Delizée, Dighneef, Mook.
V.L.D. HH. De Grauwe, Lano, van den Abeelen.	HH. Desimpel, Smets, Van Aperen, Van Belle.
S.P. HH. De Richter, Verstraeten.	HH. Bartholomeeussen, Cuyt, Schoeters.
P.R.L.- HH. Clerfayt, Hotermans.	HH. Denis, Seghin, Wauthier.
F.D.F.	
P.S.C. H. Mairesse.	HH. Arens, Fournaux.
VI. H. Van den Broeck.	HH. Geraerts, Lowie.
Blok	
Agalev/H. Deleuze.	HH. Tavernier, Wauters.
Ecolo	
C. — Niet-stemgerechtigd lid :	
V.U. H. Van Hoorebeke.	

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : Mevr. Vanlerberghe.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. H. Brouns, Mevr. Gardeyn-Debever, H. Van Erps, Mevr. van Kessel.	Mevr. Creyf, H. Goutry, Mevr. Hermans, HH. Vandeurzen, Vermeulen.
P.S. HH. Biefnot, Dallons, Minne.	HH. Delizée, Larcier, Mook, Moriau.
V.L.D. HH. Anthuenis, Valkeniers, Van Aperen.	HH. Chevalier, Daems, Taelman, van den Abeelen.
S.P. Mevr. Dejonghe, Vanlerberghe.	HH. Bonte, Cuyt, Janssens (R.).
P.R.L.- HH. Denis, Seghin.	HH. Bacquellaine, D'hondt (D.), Vandenhaute.
F.D.F.	
P.S.C. H. Lespagnard.	H. Beaufays, Mevr. Cahay-André.
VI. H. Van den Eynde.	H. Buisseret, Mevr. Colen.
Blok	
Agalev/H. Detienne.	HH. Deleuze, Lozie.
Ecolo	
C. — Niet-stemgerechtigd lid :	
V.U. Mevr. Van de Castele.	

EXPOSE DU MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES PENSIONS

Il y a trois ans que la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet antihormonal, à effet bêta-adrénergique ou à effet stimulateur de production chez les animaux a été modifiée par la loi du 11 juillet 1994.

Permettez-moi de passer brièvement en revue les différents modifications apportées :

1. Le champ d'application de la loi a été étendu aux substances à effet bêta-adrénergique (les agents répartiteurs, par exemple le clenbutérol) et à toutes substances à déterminer par le Roi.

2. Tous les frais résultant du prélèvement et de l'analyse d'échantillons sur tous les animaux d'une exploitation sont mis à charge des détenteurs lorsqu'un animal au moins est positif.

3. Tous les animaux traités aux substances prévues à l'article 3, § 1^{er} et 2 (stilbènes, substances à effet thyrostatique et stéroïdes anabolisants) sont systématiquement abattus.

4. Toute commercialisation des animaux est interdite pendant une période d'un mois (3 mois en cas de récurrence).

5. Il est fait appel à des vétérinaires agréés (non-fonctionnaires).

6. Les peines sont alourdies.

7. Le juge a le pouvoir d'ordonner la fermeture des établissements du responsable qui s'est rendu coupable de l'infraction ainsi que de saisir les biens acquis à l'aide de revenus illégaux.

8. Une réduction de peine est accordée en cas de dénonciation.

9. La loi de 1985 est insérée dans les dispositions de la loi relative au blanchiment de capitaux.

Près de deux ans après l'entrée en vigueur de cette loi, qualifiée de loi « *haute couture* » par le magistrat national en raison des qualités qu'elle présente, l'expérience de son application quotidienne révèle que quelques améliorations s'imposent afin de remédier à certaines failles. Il convenait en outre de transposer en droit belge une nouvelle directive entrée en vigueur dans l'intervalle.

Les modifications que le présent projet de loi vise à apporter à la loi sont les suivantes :

— le champ d'application de la loi est étendu aux lapins et aux animaux d'aquaculture (poissons élevés en captivité, crustacés, etc.). Rien n'indique qu'il existerait déjà des abus dans ces secteurs, mais il vaut mieux être prudent;

— l'administration de substances à effet bêta-agoniste (répartiteurs de croissance dont le clenbutérol) est limitée à certaines espèces animales et n'est autorisée que pour certains actes; ces produits ne peuvent être administrés qu'à titre individuel par un médecin vétérinaire dans le cadre d'un traitement thérapeutique et uniquement à des animaux qui ne sont pas à l'engraissement;

UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN VOLKSGEZONDHEID EN PENSIOENEN

Drie jaar geleden werd de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, β -adrenergische werking of produktiestimulerende werking gewijzigd door de wet van 11 juli 1994.

Laat mij toe een kort overzicht te geven van deze wijzigingen :

1. Uitbreiding van het toepassingsveld van de wet tot de stoffen met β -adrenergische werking (de herverdelers, bijvoorbeeld clenbuterol) en alle andere door de Koning vast te stellen stoffen.

2. Ten laste leggen van alle kosten van monstername en analyse van alle dieren van het bedrijf aan de houders in geval minstens één dier positief is.

3. Systematische vernietiging van alle dieren behandeld met de stoffen voorzien in artikel 3, §§ 1 en 2 (stilbenen, thyreostatica en anabole steroïden).

4. Een commercialiseringsverbod van dieren voor een periode van 1 maand (3 maanden in geval van herhaling).

5. Inschakeling van erkende dierenartsen (niet-ambtenaren).

6. Verzwaring van de straffen.

7. Mogelijkheid voor de rechter om de bedrijven van de verantwoordelijke die in overtreding is te sluiten en om de goederen die door middel van illegale inkomens werden aangeworven in beslag te nemen.

8. Strafvermindering bij verklikking.

9. Inlassen van de wet van 1985 in de bepalingen van de wet betreffende het witwassen van kapitaal.

Deze wet, die wegens haar kwaliteiten door de nationale magistratuur wordt omschreven als een « *haute couture* »-wet, wordt nu bijna twee jaar gebruikt op het terrein en het dagelijks gebruik ervan heeft aangetoond dat er nog enkele verbeteringen nodig zijn om zwakke punten weg te werken. Tevens werd ondertussen een nieuwe richtlijn van kracht, die ook in Belgisch recht moest worden omgezet.

De wijzigingen die nu in dit nieuwe ontwerp zijn aangebracht zijn de volgende :

— het toepassingsgebied wordt uitgebreid naar konijnen en aquacultuurdieren (gekweekte vissen, schelpdieren, enz.). Er zijn geen aanwijzingen dat daar reeds misbruiken bestaan maar men kan maar beter voorzichtig zijn;

— het gebruik van de β -agonisten (herverdelers, onder andere clenbuterol) wordt beperkt tot sommige diersoorten en welbepaalde handelingen; deze produkten mogen alleen nog worden toegediend voor individuele therapeutische behandelingen door een dierenarts en uitsluitend bij dieren die niet worden vetgemest;

— les animaux auxquels on aura administré des substances hormonales, anti-hormonales, à effet bêta-adrénergique ou à effet stimulateur de production, qui n'auront pas été enregistrées, seront abattus;

— les hormones sexuelles ne peuvent être administrées aux animaux d'aquaculture qu'en vue de l'inversion sexuelle (traitement zootechnique);

— si des animaux qui ont subi un traitement thérapeutique ou zootechnique doivent être abattus d'urgence, les carcasses devront désormais être soumises à une analyse de résidus qui sera faite aux frais du propriétaire;

— jusqu'à présent, seul le ministre de l'Agriculture pouvait désigner, en plus des fonctionnaires, d'autres personnes qui étaient compétentes pour accomplir certaines missions dans le cadre de l'exécution de la loi (équipes sanitaires); le projet à l'examen vise à conférer également cette compétence au ministre de la Santé publique (par exemple nous pourrions prévoir que les VCM pourraient également établir des PV d'analyse de prélèvements);

— le délai pour la signification du PV constatant une infraction est porté de 8 jours à 15 jours afin de donner aux contrôleurs un laps de temps plus long pour accomplir ces lourdes tâches administratives;

— le Roi est autorisé à fixer la procédure et les frais de mise à mort;

— le délai de saisie provisoire est porté de 16 à 21 jours parce que les analyses de laboratoire durent parfois un peu plus longtemps que prévu;

— si lors des premiers prélèvements (portant sur environ 10 % des animaux), l'analyse se révélait positive, on ne pouvait, jusqu'ici, rechercher lors de la contre-analyse, que des substances dont la présence avait été révélée par la première analyse; on pourra dorénavant rechercher la présence de toutes les substances possibles;

— jusqu'à présent, on ne pouvait faire supporter tous les frais par l'engraisneur que si un animal au moins avait été reconnu positif; ce sera également le cas désormais si des substances interdites, des seringues, des flacons, etc. sont présents dans l'exploitation;

— les mesures restrictives (interdiction de commercialiser les animaux) ne seront levées que pour autant que les frais de mise à mort, de transport et de contrôle aient été payés;

— le délai de demande de contre-analyse n'était pas fixé par la loi, mais figurait uniquement dans les PV; il est désormais fixé à 5 jours ouvrables;

— la tentative de délit est désormais également punissable;

— la loi en projet vise également à supprimer une imprécision dans la loi; jusqu'ici, la loi ne punissait que le non respect de l'interdiction d'exploiter; elle réprime désormais le non-respect de la fermeture ordonnée;

— de dieren die werden behandeld met produkten met hormonale, antihormonale, β -adrenergische werking of produktiestimulerende werking die niet zijn geregistreerd worden vernietigd;

— geslachtshormonen mogen bij aquicultuurdieren alleen nog gebruikt worden om een geslachtsverandering te induceren (zoötechnische behandeling);

— indien dieren die een therapeutische of zoötechnische behandeling hebben ondergaan dringend moeten worden afgeslacht, moeten zij voortaan op kosten van de eigenaar worden geanalyseerd;

— tot nu toe kon alleen de Minister van Landbouw naast de ambtenaren andere personen aanduiden bevoegd voor sommige taken bij de uitvoering van deze wet (sanitaire equipes); met dit ontwerp heeft ook de minister van Volksgezondheid deze bevoegdheid (bijvoorbeeld zouden wij kunnen voorzien dat ook DMO's PV's van staalname mogen opmaken);

— de termijn voor het betekenen van het PV van vaststelling wordt van 8 dagen op 15 dagen gebracht om onze mensen wat meer ademruimte te geven gezien de loodzware administratieve rompslomp;

— de Koning krijgt de bevoegdheid de methode voor het afmaken en het aanrekenen van de kosten vast te stellen;

— de termijn van voorlopige inbeslagname wordt verlengd van 16 dagen naar 21 dagen omdat de laboratoriumanalyses soms wat langer duren dan verwacht;

— als bij de eerste monsternamen (meestal ongeveer 10 % van de dieren) positieve dieren werden aangetroffen, kon men tot op heden bij de aanvullende monsternamen alleen zoeken naar stoffen die bij de eerste analyses waren aangetroffen; nu zal men kunnen zoeken naar alle mogelijke stoffen;

— tot nu toe kon men alleen alle kosten ten laste leggen van de vetmester als een dier positief was; men zal dit nu ook kunnen als men verboden stoffen vindt, bijvoorbeeld spuiten, flesjes;

— de beperkende maatregelen (verbod tot verkoop van dieren) zullen alleen opgeheven worden als de afmakings-, transport- en controlekosten betaald zijn;

— de termijn om een tegenonderzoek aan te vragen was voorheen niet wettelijk bepaald maar alleen in de PV's opgenomen; nu zal ze wettelijk bepaald zijn op 5 dagen;

— poging tot wanbedrijf wordt nu ook strafbaar;

— door een onduidelijkheid in de wet werd alleen de overtreding van het beroepsverbod gestraft en niet de overtreding van de sluiting van het bedrijf; dit komt nu ook in orde;

— les substances saisies seront mises à la disposition du laboratoire national de référence en vue de la recherche scientifique;

— les jugements seront publiés dans des journaux nationaux et locaux.

**EXPOSE DE M. BROUNS CONCERNANT
SA PROPOSITION DE LOI
MODIFIANT LA LOI DU 15 JUILLET 1985
RELATIVE A L'UTILISATION DE
SUBSTANCES A EFFET HORMONAL,
A EFFET ANTIHORMONAL,
A EFFET BETA-ADRENERGIQUE OU A
EFFET STIMULATEUR DE PRODUCTION
CHEZ LES ANIMAUX (DOC. N° 324)**

Cette proposition de loi a été déposée en décembre 1995. Les objectifs poursuivis par son auteur étaient les mêmes que ceux que le ministre a énoncés lors de la présentation du projet de loi à l'examen. Il s'agissait de durcir encore la législation, en dépit des adaptations qui y avaient été apportées en 1991 et en 1994. Au niveau européen, la législation belge est d'ores et déjà la plus stricte. L'intervenant se réjouit du fait que l'essentiel de sa proposition a été incorporé dans le projet de loi.

**EXPOSE DE M. LOZIE
CONCERNANT SA PROPOSITION
DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 3
DE LA LOI DU 15 JUILLET 1985
RELATIVE A L'UTILISATION DE
SUBSTANCES A EFFET HORMONAL,
A EFFET ANTIHORMONAL,
A EFFET BETA-ADRENERGIQUE OU A
EFFET STIMULATEUR DE PRODUCTION
CHEZ LES ANIMAUX (DOC. N° 309)**

La législation doit tenir compte de l'évolution des pratiques en matière de substances hormonales, substances avec lesquelles on confectionne des cocktails de plus en plus difficiles à déceler. Au lieu d'interdire sans cesse des produits, il serait plus utile de dresser une liste de produits pharmaceutiques agréés, liste qui pourrait être actualisée en permanence. Tous les autres produits seraient alors tout simplement prohibés.

— in beslag genomen stoffen zullen ter beschikking kunnen gesteld worden van het nationaal referentielaboratorium voor research;

— de vonissen zullen gepubliceerd worden in nationale en lokale kranten.

**UITEENZETTING DOOR DE HEER BROUNS
OVER ZIJN WETSVOORSTEL TOT
WIJZIGING VAN DE WET VAN
15 JULI 1985 BETREFFENDE HET
GEBRUIK BIJ DIEREN VAN STOFFEN
MET HORMONALE, ANTIHORMONALE,
BETA-ADRENERGISCHE OF
PRODUKTIESTIMULERENDE
WERKING (STUK N° 324)**

Dit voorstel werd in december 1995 ingediend. De intenties waren dezelfde als die welke door de minister werden aangehaald in verband met het ter bespreking voorliggend wetsontwerp. De wetgeving moest nog sluitender worden gemaakt, ondanks aanpassingen in 1991 en 1994. In een Europese context is de Belgische wetgeving reeds de strengste. De spreker verheugt zich over het feit dat de essentie van zijn voorstel in het wetsontwerp werd opgenomen.

**UITEENZETTING DOOR DE HEER LOZIE
OVER HUN WETSVOORSTEL TOT
WIJZIGING VAN ARTIKEL 3
VAN DE WET VAN 15 JULI 1985
BETREFFENDE HET GEBRUIK
BIJ DIEREN VAN STOFFEN MET
HORMONALE, ANTIHORMONALE,
BETA-ADRENERGISCHE OF
PRODUKTIESTIMULERENDE
WERKING (STUK N° 309)**

De wetgeving moet gelijke tred houden met de evolutie inzake hormonen, waarvan meer en meer onnaspeurbare cocktails worden gemaakt. In plaats van producten steeds weer te verbieden, zou het nuttiger zijn een lijst op te stellen van erkende farmaceutische producten, die voortdurend geactualiseerd zou kunnen worden. Alle andere producten zouden dan gewoonweg uit den boze zijn.

**EXPOSE DE M. VERHERSTRAETEN
CONCERNANT SA PROPOSITION
DE LOI INSERANT LA TENTATIVE
PUNISSABLE ET L'INTERDICTION DE
CERTAINS DROITS CIVILS ET POLITIQUES
DANS LA LOI DU 15 JUILLET 1985
RELATIVE A L'UTILISATION DE
SUBSTANCES A EFFET HORMONAL,
A EFFET ANTIHORMONAL,
A EFFET BETA-ADRENERGIQUE OU
A EFFET STIMULATEUR DE PRODUCTION
CHEZ LES ANIMAUX (DOC. N° 448)**

Alors qu'une tentative de crime peut être sanctionnée, une tentative de délit — et la législation sur les hormones prévoit toute une série de délits — n'est pas automatiquement punissable. C'est ainsi que le tribunal correctionnel de Turnhout a prononcé deux acquittements pour le motif qu'une tentative d'infraction à la législation sur les hormones n'est pas punissable en soi. Une interprétation restrictive est en effet la règle en matière répressive. Afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise, il convient de prévoir dans la loi qu'une telle tentative de délit est punissable. Tel l'objet de l'article 12 du projet de loi à l'examen.

DISCUSSION ET VOTES

L'ensemble du projet de loi ne donne lieu à aucun commentaire spécifique. C'est cependant le texte de ce projet qui servira de base de discussion. Le ministre précise une fois de plus que les principaux éléments des propositions de loi ont été repris dans le projet de loi.

Article 1^{er}

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 2

La ministre souligne que cet article découle d'une décision du Conseil européen de ministres en la matière. Il augmente également le nombre de définitions.

M. Lozie précise que ces définitions permettent de saisir non seulement la portée, mais également l'orientation de la loi en projet.

Cet article est adopté à l'unanimité.

Art. 3

Le ministre souligne que les agents répartiteurs, qui transforment la graisse en protéines, seront désormais traités aussi sévèrement que les autres pro-

**UITEENZETTING DOOR DE
HEER VERHERSTRAETEN OVER ZIJN
WETSVOORSTEL TOT INVOERING VAN DE
STRAFBARE POGING EN DE ONTZETTING
UIT BEPAALDE BURGERLIJKE EN
POLITIEKE RECHTEN IN DE WET
VAN 15 JULI 1985 BETREFFENDE
HET GEBRUIK BIJ DIEREN VAN STOFFEN
MET HORMONALE, ANTIHORMONALE,
BETA-ADRENERGISCHE OF
PRODUKTIESTIMULERENDE
WERKING (STUK N° 448)**

In tegenstelling tot wat het geval is met een misdaad, waar poging tot misdaad ook strafbaar wordt gesteld, is een poging tot wanbedrijf — en de hormonenwetgeving stelt een hele reeks wanbedrijven in — niet automatisch strafbaar. In Turnhout hadden twee vrijspraken plaats om reden dat de correctionele rechtbank er had geoordeeld dat een poging om de hormonenwetgeving te overtreden op zichzelf niet strafbaar was. In strafzaken is de restrictieve interpretatie immers de regel. Om een dergelijke situatie te voorkomen, moest de strafbare poging in de wet worden ingeschreven. Artikel 12 van het wetsontwerp komt hieraan tegemoet.

BESPREKING EN STEMMINGEN

Er wordt geen specifiek commentaar geleverd op het wetsontwerp in zijn geheel. Dit wordt wel als basis voor de verdere bespreking genomen. De minister verduidelijkt nogmaals dat de belangrijkste elementen uit de wetsvoorstellen werden opgenomen in het wetsontwerp.

Artikel 1

Op dit artikel wordt geen specifiek commentaar gegeven. Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

De minister benadrukt dat dit artikel een uitvloeisel is van de Europese ministerraad ter zake. Tevens wordt het aantal definities uitgebreid.

De heer Lozie stelt dat deze definities belangrijk zijn om niet alleen de draagwijdte, maar ook de oriëntatie van de wet te begripen.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 3

De minister licht toe dat de herverdelers, die vet omzetten in eiwit, voortaan even streng worden behandeld als andere producten. Dieren waarbij resi-

duits. Les animaux chez lesquels on trouve des résidus d'agents répartiteurs pourront également être abattus.

M. Lozie fait observer que le projet à l'examen s'inspire de sa proposition de loi.

L'article est adopté à l'unanimité.

Art. 4

Le ministre précise que les agents répartiteurs ne peuvent en aucun cas être administrés à des animaux qui sont à l'engraissement, et ce, même en vue d'un traitement thérapeutique ou zootechnique. En revanche, ces exceptions pourront être invoquées pour les autres animaux.

L'article est adopté à l'unanimité.

Art. 5

Le ministre souligne que les analyses sont effectuées aux frais de l'exploitation.

L'article est adopté à l'unanimité.

Art. 6

Le ministre rappelle que, jusqu'à présent, seul le ministre de l'Agriculture pouvait désigner des vétérinaires qui ne sont pas fonctionnaires pour effectuer les contrôles. Désormais, le ministre de la Santé publique disposera également de cette faculté.

L'article est adopté à l'unanimité.

Art. 7

Le ministre rappelle que la faculté dont le Roi dispose actuellement d'imposer des prélèvements d'échantillons et les tarifs vaut également en ce qui concerne l'abattage des animaux. Afin que les autorités soient au courant des expériences effectuées en laboratoire sur des produits prohibés, les laboratoires concernés sont tenus d'en informer le département de l'Agriculture, qui informe à son tour le département de la Santé publique. Cette obligation de déclaration est prévue par *l'amendement n° 2 du gouvernement*.

M. Brouns estime que s'il révélera certainement certaines choses, le régime proposé n'exclut pas que les expériences incriminées puissent être effectuées par des vétérinaires au lieu de l'être par des laboratoires. Ces derniers pourraient du reste parfaitement justifier ces expériences.

Le ministre reconnaît que le vétérinaire peut rester dans les limites de la légalité.

L'instauration de l'obligation de déclaration est proposée par *l'amendement n° 2 du gouvernement*, qui est adopté à l'unanimité.

duen van herverdelers worden gevonden kunnen ook worden geslacht.

De heer Lozie merkt op dat het wetsontwerp zich door zijn wetsvoorstel heeft laten inspireren.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 4

De minister preciseert dat herverdelers nooit, ook niet bij therapeutische of zoötechnische behandeling, toegediend mogen worden bij dieren die worden vetgemest. Bij de andere dieren mogen deze uitzonderingen wel worden ingeroepen.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 5

De minister onderstreept dat de analyses gebeuren op kosten van het betrokken bedrijf.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 6

De minister herinnert eraan dat tot dusver alleen de minister van Landbouw niet-ambtenaren kon aanduiden om controles uit te voeren. Thans heeft de minister van Volksgezondheid ook deze mogelijkheid.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 7

De minister herinnert aan de huidige mogelijkheid van de Koning om monsternemingen en tarieven op te leggen, ook voor het slachten van dieren. Om aanwijzingen te krijgen van experimenten die in laboratoria op verboden producten worden gedaan, moeten de betreffende laboratoria deze experimenten melden aan het departement Landbouw, dat op zijn beurt het departement Volksgezondheid op de hoogte brengt : deze meldingsplicht is vervat in *amendement n° 2 van de regering*.

De heer Brouns is van oordeel dat de voorgestelde regeling zeker een aantal zaken aan het licht zal brengen, maar niet uitsluit dat de gewraakte experimenten, in plaats van door laboratoria, door dierenartsen worden gedaan. Deze laatsten zouden deze experimenten overigens perfect kunnen verantwoorden.

De minister erkent dat de dierenarts volledig binnen de wettelijkheid kan blijven.

De meldingsplicht wordt voorgesteld via het *amendement n° 2 van de regering*, dat eenparig wordt aangenomen.

L'article, ainsi modifié, est également adopté à l'unanimité.

Art. 8 et 9

Le ministre précise que les articles 8 et 9 doivent être lus conjointement. Ils permettent de contrôler les exploitations agricoles. Le délai dans lequel les résultats des analyses doivent être connus est fixé à vingt et un jours. En outre, la saisie des animaux dont le résultat de l'analyse est positif ne sera levée qu'après l'acquiescement de tous les frais et amendes imputables par l'exploitation concernée.

M. Brouns doute qu'il soit possible de respecter un délai aussi court.

Le ministre estime qu'il faut encourager les laboratoires à faire connaître leurs résultats et que, dès lors, il ne faut pas que le délai soit trop long.

M. Lozie fait observer que cette mesure coercitive ne pourra être exécutée lorsque les animaux seront abattus à l'étranger, ce qui se produit malheureusement de plus en plus fréquemment. Il estime qu'il devrait également être possible de prélever des échantillons, en cas de présomption d'infraction — il s'agit d'un élément préalable important —, sur un ou deux animaux, qui seraient abattus d'office en vue d'analyser les résidus se trouvant dans les carcasses.

Le ministre n'est pas disposé à aller si loin. Les analyses ciblées montrent que 15 % seulement des exploitations ainsi contrôlées utilisent des produits défendus. Les 85 % restants devraient probablement être dédommagés, ce qui serait coûteux pour le Trésor. En outre, le parquet peut d'ores et déjà procéder aux constatations utiles, qui incluent évidemment le prélèvement d'échantillons sur les carcasses, lorsqu'il y a présomption d'infraction.

Les deux articles sont adoptés à l'unanimité.

Art. 10

Le ministre précise que les frais de mise à mort de l'animal, dont l'analyse des échantillons révèle qu'il a été traité au moyen de substances interdites, sont évidemment à charge du propriétaire de l'animal. Le propriétaire en question ne peut même plus vendre le moindre animal pendant une période de vingt-huit jours à partir du jour où l'analyse a révélé que des substances défendues avaient été administrées à l'animal.

L'amendement n° 1 du gouvernement vise à supprimer les indemnités que le propriétaire d'un animal atteint, par exemple, de brucellose pourrait obtenir auprès du département de l'Agriculture, lorsque l'animal en question a fait l'objet d'une analyse dont le résultat était positif.

Cet amendement est adopté à l'unanimité.

L'article est également adopté à l'unanimité.

Het artikel, aldus gewijzigd, wordt eveneens eenparig aangenomen.

Art. 8 en 9

De minister stelt dat artikels 8 en 9 tesamen moeten worden gelezen. Ze maken het mogelijk controles uit te voeren op de landbouwbedrijven. De termijn waarbinnen de resultaten van de analyses bekend moeten zijn wordt vastgesteld op 21 dagen. Bovendien worden de dieren, die positief werden bevonden, eerst vrijgegeven nadat alle kosten en boetes zijn vereffend die het betrokken bedrijf verschuldigd kan zijn.

De heer Brouns twijfelt eraan of een dergelijk korte termijn haalbaar is.

De minister is van oordeel dat de laboratoria ertoe moeten aangezet worden met hun resultaten naar buiten te komen. Daarvoor mag de onderzoekstermijn niet te lang zijn.

De heer Lozie merkt op dat deze dwangmaatregel onwerkbaar is wanneer de dieren in het buitenland worden geslacht, zoals helaas meer en meer gebeurt. Hij is van oordeel dat het nemen van monsters ook bij vermoeden van misbruik — dit is een belangrijk voorafgaandelijk element — bij 1 of 2 dieren zou moeten kunnen, die van ambtswege, met het oog op het onderzoek van residuen in karkassen, geslacht zouden worden.

De minister is niet bereid zo ver te gaan. Bij gerichte onderzoeken blijken slechts 15 % van de bedrijven verboden producten te hebben gebruikt. De overige 85 % zouden wellicht moeten worden vergoed. Dit zou de Schatkist duur uitkomen. Bovendien kan het parket thans reeds in dergelijk geval — bij vermoeden van misbruik — de nodige vaststellingen doen, met inbegrip uiteraard van monsternemingen op karkassen.

Beide artikels worden eenparig aangenomen.

Art. 10

De minister stelt dat de slachtingskosten van het dier, dat positief wordt bevonden, uiteraard ten laste komen van de eigenaar van het dier. Deze laatste mag, gedurende een termijn van 28 dagen die ingaat vanaf het ogenblik dat het dier positief wordt bevonden, zelfs geen enkel dier meer verkopen.

Het *amendement n° 1 van de regering* strekt ertoe de vergoeding, die de eigenaar van een dier dat bijvoorbeeld brucellose heeft, bij het departement Landbouw zou kunnen bekomen, op te heffen indien het betrokken dier positief werd bevonden.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen.

Het artikel wordt eveneens eenparig aangenomen.

Art. 11

Le ministre précise qu'en vertu de cet article, le délai d'analyse de vingt et un jour est logiquement prolongé de cinq jours, lorsqu'une contre-analyse est demandée.

L'article est adopté à l'unanimité.

Art. 12

Le ministre confirme que cet article rend punissable toute tentative de commettre une infraction à la législation relative aux hormones, à l'instar de ce que prévoit la proposition de loi déposée par M. Verherstraeten.

Le § 6 proposé au 3° prévoit que les substances illicites décelées seront mises à la disposition du laboratoire national de référence, à savoir l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie. Le ministre de la Justice n'était guère enclin à accepter cette disposition. En effet, en tant qu'éléments de preuve, ces substances ne peuvent, en principe, être transmises avant que les décisions judiciaires ne soient passées en force de chose jugée.

L'amendement (n° 4) de MM. Minne et Demotte, qui prévoit que les substances illicites saisies ne seront pas remises uniquement au laboratoire national de référence, mais aussi à tous les laboratoires reconnus, afin de promouvoir le progrès technique, est rejeté par 14 voix contre 3 et une abstention.

Le ministre ajoute qu'en sa qualité de laboratoire de référence standard, l'IHE est de toute façon responsable. En principe, rien ne s'oppose cependant à ce que d'autres laboratoires interviennent sous la responsabilité de l'IHE.

L'amendement n° 3 du gouvernement, qui tend à sanctionner le non-respect de l'obligation de déclaration prévue par l'amendement n° 2, est adopté à l'unanimité.

L'article 12, ainsi modifié, est adopté par 16 voix et 2 abstentions.

*
* *

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité.

Les trois propositions de loi jointes deviennent dès lors sans objet.

Le rapporteur,
R. DE RICHTER

Les présidents,
J. ANSOMS
M. VANLERBERGHE

Art. 11

De minister wijst erop dat krachtens dit artikel, in geval van tegenonderzoek, de onderzoekstermijn van 21 dagen consequent met 5 dagen wordt verlengd.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 12

De minister bevestigt dat dit artikel de strafbare poging, zoals bedoeld in het voorstel van de heer Verherstraeten, instelt voor inbreuk op de hormonenwetgeving.

Punt 3° van § 6 voorziet dat de gevonden verboden producten worden overgemaakt aan het nationaal referentielaboratorium, dat het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie is. Deze bepaling is met moeite aanvaard geworden door de minister van Justitie, omdat deze producten als bewijsmateriaal normaal niet mogen worden vrijgegeven vooraleer de desbetreffende gerechtelijke beslissingen in kracht van gewijsde zijn getreden.

Het amendement n° 4 van de heren Minne en Demotte, dat ertoe strekt de ontdekte verboden producten niet alleen aan het nationaal referentielaboratorium, maar aan alle erkende laboratoria ter beschikking te stellen om redenen van technologische vooruitgang, wordt verworpen met 14 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

De minister voegt hieraan toe dat het IHE als standaard-referentielaboratorium, hoe dan ook verantwoordelijk is. Principieel is er echter geen bezwaar dat, onder verantwoordelijkheid van het IHE, ook andere laboratoria tussenkomen.

Het amendement n° 3 van de regering, dat een sanctie oplegt ingeval een laboratorium de meldingsplicht ingesteld bij amendement n° 2 niet nakomt, wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel wordt aangenomen met 16 stemmen en 2 onthoudingen.

*
* *

Het gehele wetsontwerp wordt eenparig aangenomen.

De drie toegevoegde wetsvoorstellen komen aldus te vervallen.

De rapporteur,
R. DE RICHTER

De voorzitters,
J. ANSOMS
M. VANLERBERGHE